

Alors que la France est invitée à prolonger sa présence militaire

## Le drame rwandais bouscule la communauté internationale

Après des mois d'inaction, la communauté internationale commence à réagir devant l'ampleur de la catastrophe humanitaire dans la région de Goma, au Zaïre, où les réfugiés rwandais sont menacés de mort, notamment par une épidémie de choléra. Les Etats-Unis envisagent d'envoyer des militaires pour parti-

ciper au soutien logistique des initiatives humanitaires. De plus en plus de voix s'élèvent pour demander à la France de maintenir son dispositif au-delà du 21 août, échéance du mandat accordé par les Nations unies. Vendredi 22 juillet, le nouveau gouvernement rwandais a appelé les réfugiés à rentrer chez eux.

### NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Nombre de voix influentes aux Nations unies insistent de plus en plus pour que les troupes françaises restent au Rwanda. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, devrait d'ailleurs effectuer très prochainement une démarche officielle auprès de Paris pour que le gouvernement français prolonge l'opération «Turquoise» – qui doit se terminer le 21 août prochain – afin de tenter de parer à l'immense catastrophe humanitaire dont le Rwanda et le Zaïre sont le théâtre.

Selon un haut fonctionnaire de l'ONU, «il est évident que les forces de l'ONU ne seront pas au Rwanda avant le départ des

troupes françaises et nous sommes obligés d'en parler très franchement avec le gouvernement de Paris».

Le ministre français de la défense, François Léotard, est attendu à l'ONU et à Washington au milieu de la semaine prochaine. Il doit y débattre d'une éventuelle prolongation de l'opération «Turquoise» et solliciter une intervention massive de l'armée américaine auprès des réfugiés rwandais.

Dans les plus hautes sphères de l'ONU prédomine un sentiment d'impuissance, voire d'échec, devant l'ampleur du drame humanitaire en cours au Rwanda. «Nous avons tout essayé pour faire l'impossible et nous avons échoué», confiait au Monde, jeudi 21 juillet, un haut fonctionnaire de l'ONU à New-

York. «Il y a un sentiment général de fatigue et d'indifférence» a-t-il ajouté, haussement d'épaules à l'appui, en faisant l'historique de la faillite de la Mission de l'ONU (MINUAR) qui devait assurer la paix civile au Rwanda.

«Nous avions les hommes, ils étaient prêts à partir, mais nous n'avions pas les matériels pour les équiper ni l'argent pour acheter de l'équipement», a-t-il observé, en précisant que certains pays, disposés à fournir des hommes et du matériel pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, commencent à exiger de se faire payer à l'avance.

**AFSANÉ BASSIR POUR**

Lire la suite page 3  
et nos informations pages 3 et 4

Des centaines de cadavres, foyers d'infections, gisant abandonnés au milieu d'une masse de réfugiés rwandais en mouvement perpétuel pour trouver de l'eau qui, contaminée, les tuera peut-être à leur tour. Dans la ville de Goma, les Hutus qui ont fui le Rwanda et l'avance du Front patriotique rwandais (FPR) dominé par les Tutsis, meurent par centaines. Et, dans cette région au nord-est de Zaïre, par milliers. De soif, de faim, de fatigue, de maladie, surtout de dysenterie et du choléra.

Les alentours de l'aéroport, là où les soldats français ramassent les corps, là où l'aide n'arrive pas assez vite, sont devenus un mouiroir à ciel ouvert. L'épidémie de choléra, confirmée par les analyses, prend de l'ampleur. Jeudi 21 juillet, plusieurs centaines de personnes avaient succombé, selon les organisations humanitaires internationales. Personne ne semble en mesure de dire combien, tant la marée de réfugiés (1 million, 1,2 ou 1,8 million à Goma? Personne ne sait) a semé la confusion dans la ville envahie.

« La situation est dix fois pire qu'hier, quand nous n'avions que quelques dizaines de cas », dit un médecin d'une organisation humanitaire. Du lever du soleil à la tombée de la nuit, le visage protégé d'un masque chirurgical blanc, on enterre - sans plus

chêes. « *Même en Somalie, ce n'était pas aussi catastrophique* », estime un soldat français en montrant les cadavres entassés. Des enfants, souvent.

Faute d'eau potable suffisante, le choléra, qui existait à l'état endémique dans la région, semble responsable d'une bonne partie de l'hécatombe qui frappe les réfugiés affaiblis par l'exode. Dans le seul camp de Munigi, à 8 kilomètres au nord de Goma, Médecins sans frontières-International a recensé près de 300 morts du choléra jeudi, contre 120 la veille, le jour où l'épidémie s'est manifestée. « *Il y a entre 400 et 600 cas déclarés dans ce camp, beaucoup ne passeront pas la nuit* », dit Isabelle Tardieu, de MSF.

### Un exode aux dimensions bibliques

Si l'épidémie n'est pas rapidement enrayée - et elle risque de ne pas l'être - beaucoup de réfugiés vont mourir. Selon le docteur Koenraad Henckaerts, de MSF, entre 10 000 et 50 000 personnes pourraient être contaminées, dont la moitié pourrait mourir, faute de traitement. Jeudi, MSF a utilisé 4 600 litres de liquide de perfusion et n'a de

accès aux médicaments et incapables pour l'instant d'enrayer l'épidémie. Le pont aérien ne couvre que 10 % des besoins en eau potable. L'eau - douteuse - du lac Kivu que boivent les réfugiés risque d'être polluée (si elle ne l'est déjà) par les cadavres. Alors que les matières fécales sont contaminantes, les centaines de milliers de réfugiés n'ont pas de latrines, difficiles à creuser dans le sol volcanique de cette région.

Une mécanique mortelle semble s'être mise en place. Les morts contaminent les vivants. Les vivants, exténués, affamés, ne peuvent plus s'occuper des morts, ni même des malades,

### CLÉS/ Les associations humanitaires

■ **Médecins sans frontières**, qui a plus de cent personnes dans la région, recherche des médecins disponibles pendant trois mois. A l'exception de la crise au Kurdistan, c'est la première fois que MSF doit lancer un tel appel aux vocations. L'organisation, qui indique avoir presque épuisé ses réserves, estime avoir également besoin de 50 millions de francs. Les médecins qui souhaitent aider MSF peuvent appeler au siège parisien. Tél. : 40-21-28-28. Les dons peuvent être adressés à MSF, boîte postale 77, Paris 75011.

■ **La Croix-Rouge française** a adressé un appel par courrier à cinq mille chefs d'entreprise, appel qui a reçu le soutien du CNPF. Les dons peuvent être adressés par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Croix-Rouge française, mention Rwanda, adressé à Croix-Rouge Française, 94944 Créteil, ou par carte bancaire 3615 Croix-Rouge.

■ **L'UNICEF** lance un appel urgent pour les quelque 130 000 enfants totalement seuls à Goma. Le comité français recueille les dons à l'adresse suivante : UNICEF opération Rwanda, BP 600, 75006 Paris.

■ **Solidarités** a été l'une des premières organisations à travailler dans la zone humanitaire de l'opération Turquoise. 19, rue Daviel, 75013 Paris. Dons au CCP 36 950 85 M La Source.

■ **Aide et Action**, organisation qui s'occupe des enfants, propose un parrainage d'enfants rwandais. 67, boulevard Sout, 75592 Paris Cedex 12. CCP 482 533 Y Paris.

■ **Le Secours catholique**, très présent avec Caritas depuis le début des événements. 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. CCP 737 G Paris.

■ **Médecins du Monde** est présent au Zaïre et au Rwanda. 67, avenue de la République, 75541 Paris Cedex 11 CCP 1144 Z Paris.

■ **L'Action internationale contre la faim** (AICF), 9, rue Dareau, 75014 Paris. CCP 2820 W Paris.

trée à terre.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dépassé par ce désastre annoncé, a couvert jeudi moins de 15 % des besoins alimentaires des réfugiés de Goma et espérait en couvrir 30 % vendredi. Mais les capacités de l'aéroport de Goma, dont l'unique piste est parfois envahie par les réfugiés ou le bétail, sont très limitées. Le HCR espère l'ouverture rapide d'un pont aérien à Bujumbura, la capitale du Burundi, afin d'acheminer de l'aide par la route. Pour beaucoup, il sera sûrement trop tard.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Un drame qui bouscule la communauté internationale

Suite de la première page

Le haut fonctionnaire a insisté auprès de la presse sur la situation d'extrême précarité financière dans laquelle se trouve l'organisation face à la multiplication des interventions auxquelles elle doit participer : « *Nous sommes devenus une sorte de super-mendiant, les Etats membres n'arrêtent pas de nous demander de créer des forces de maintien de la paix, mais ils ne sont pas prêts à les financer.* »

M. Boutros-Ghali a d'ailleurs écrit une lettre au Conseil de sécurité, dans laquelle il demande aux Etats membres qui n'ont pas payé leur contribution de le faire aussi tôt que possible. Dans une liste intitulée « *Les cinq Etats qui doivent le plus d'argent* », il rappelle que les Etats-Unis arrivent en tête avec 1,3 milliard de dollars, suivis par la Russie (573 millions), l'Ukraine (160 millions), la France (155 millions) et le Japon (116 millions). Selon le secrétaire général, les opérations de l'ONU en Somalie et au Mozambique se retrouvent avec un compte totalement vide depuis la semaine dernière.

### Les Africains accusent l'ONU

Le haut fonctionnaire de l'ONU, toujours très soucieux des intérêts de l'Afrique, a estimé que le comportement du nouveau gouvernement au Rwanda a été « *jusqu'à maintenant raisonnable* ». Il n'a cependant pas exclu que l'équipe au pouvoir à Kigali se laisse aller à quelques dérapages et a constaté que le seul pouvoir de l'organisation serait d'« *observer attentivement* » la situation et de menacer le nouveau gouvernement de ne pas lui accorder d'aide internationale. Selon lui, la même tragédie pourrait se répéter au Burundi voisin : « *La situation y est calme pour l'instant, mais n'importe quel incident pourrait déclencher des massacres.* »

Le secrétaire général devait lancer un appel pressant à la communauté internationale, vendredi, pour qu'elle se mobilise en faveur du Rwanda. Il a décidé d'y déléguer son adjoint pour les

tion de l'épidémie de choléra s'étend « *à la vitesse d'un feu de buissons* ». Aussi, priorité est donnée à la localisation des sources d'eau polluée et aux mesures tendant à en prévenir l'accès.

Une des principales difficultés réside dans la nécessité d'isoler ceux qui sont déjà atteints par le fléau, alors qu'ils se trouvent au milieu d'une foule particulièrement dense. Le CICR est loin d'espérer pouvoir faire face, à lui seul, à l'étendue du désastre. Les équipes médicales spécialisées, le matériel de perfusion et les antibiotiques risquent de faire rapidement défaut.

Alors que le CICR « officialise » en quelque sorte la gravité de

qu'un laboratoire mobile de l'OMS se déplace de Kabalé, en Ouganda, vers Goma afin d'y procéder à des analyses.

En outre, l'OMS a mis en place des postes de surveillance, sorte de sentinelles épidémiologiques, à Kabalé, Bujumbura, N'Gara (Tanzanie) et Bukavu (Zaïre). Ses locaux de Kigali n'ayant été saccagés qu'en partie, l'organisation compte se réinstaller d'ici peu dans la capitale rwandaise. On peut donc espérer que, quand elle sera convaincue de la présence du choléra dans la région, l'OMS agira en conséquence.

ISABELLE VICHNIAC

## Pleure, Afrique mal-aimée

Suite de la première page

Et que répondre, même en sachant que nous sommes en bonne compagnie (celle de l'Afrique du Sud, notamment), à ceux qui comme Etienne Tshisekedi, premier ministre destitué du Zaïre, relèvent qu'il eût été nécessaire de « *stopper le trafic d'armes, les infiltrations d'artillerie et de munitions qui se poursuivent sans trêve depuis 1991 du Zaïre vers le Rwanda, dans le but d'attiser les intégrismes ethniques* »?

Sans doute faut-il se garder de toute naïveté : il n'y pas les bons d'un côté, les méchants de l'autre : le FPR tutsi fait le vide autour de lui, est responsable de l'exode, et ne veut laisser rentrer que les paysans, au prétexte des récoltes, ce qui lui permet d'exclure le retour des intellectuels hutus : si cela était confirmé, cela rappellerait quelque chose, n'est-ce pas, du côté du Cambodge...

Mais que répondre, en effet, sinon que la France ne peut plus prétendre, dans cette affaire, rétablir l'ordre, donner des leçons ou distribuer les bons ou les mauvais points. Elle peut, elle doit continuer de faire progresser la solidarité, en déployant sa diplomatie contre l'égoïsme des nations. Mais si elle veut éviter de jouer le pompier-pyromane, elle a surtout à repenser, trente ans après la décolonisation, sa politique « d'aide » à une Afrique en détresse. Celle-ci est aujourd'hui marginalisée, victime de la dérive des continents qui fait que, ne représentant que 1 % du produit mondial et 2 % des échanges internationaux, elle ne compte plus. Seules ses capacités de « nuisances » occupent un reste du monde qui craint la propagation du sida, les dégradations de l'environnement (avec la progression du désert), et les pressions de l'immigration. Commençons donc par changer notre regard sur l'Afrique et, si nous voulons rester présents, soyons dignes de cette présence. Etre dignes, c'est se conformer à un devoir d'humanité et, pour ce qui concerne la France, à une obligation d'humilité.

J.-M. C.

## « Vibrio cholerae »

Le choléra est l'une des plus anciennes maladies de l'humanité, qui prit le nom de « fléau » au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'elle atteignit l'Europe. Sept pandémies ont été recensées depuis 1917. Un bilan épidémiologique de l'OMS signalait fin 1993 que le nombre de cas de choléra notifiés à ses services avait atteint des niveaux jamais égalés lors de la septième pandémie, avec un pic de 595 000 cas en 1991.

En 1992, soixante-huit pays avaient rapporté près de 470 000 cas et 8 072 décès, et, pour la première fois depuis plus d'un siècle, la quasi-totalité des pays d'Amérique centrale et du sud avait été touchée. En Afrique, plus de 25 000 cas ont été déclarés en 1993 au Malawi et près de 5 000 au Zimbabwe. Avec le Mozambique et la Zambie, ces quatre pays comptaient à eux seuls 85 % des cas signalés sur le continent africain l'an dernier.

En Somalie, fin mai, on recensait 18 000 cas de choléra et 244 morts, après trois mois d'épidémie, montrant à quel point l'opération humanitaire des Nations unies (ONUSOM) n'avait pas modifié fondamentalement l'état de sous-développement sanitaire du pays.

Le choléra est dû à un germe bactérien, *Vibrio cholerae*, découvert en 1882 par

Robert Koch. La contamination se fait par voie orale, le plus souvent à partir de l'eau de boisson, mais aussi d'aliments contaminés (poissons ou fruits de mer crus ou mal cuits, fruits et légumes crus). L'agent infectieux envahit le tube digestif et se fixe sur les cellules de l'intestin grêle. Là, il se multiplie et produit une toxine responsable, après un délai d'incubation remarquablement court (inférieur à cinq jours), des manifestations cliniques de la maladie (diarrhées aqueuses indolores, vomissements, déshydratation, signes nerveux).

Seule une réhydratation correcte et précoce et un traitement antibiotique permettent d'enrayer son évolution. Il peut être nécessaire de pratiquer des perfusions sur les malades gravement déshydratés. Aucun vaccin n'étant véritablement efficace, les règlements sanitaires internationaux ont supprimé en 1973 la vaccination obligatoire.

Début 1993, un nouveau germe de *Vibrio cholerae*, baptisé *Vibrio cholerae O139* ou « Bengal », particulièrement toxique et résistant, est apparu en Asie, d'abord en Inde et au Bangladesh, puis en Thaïlande et en Chine, faisant craindre une huitième pandémie (le Monde du 18 août 1993).

L. F.